

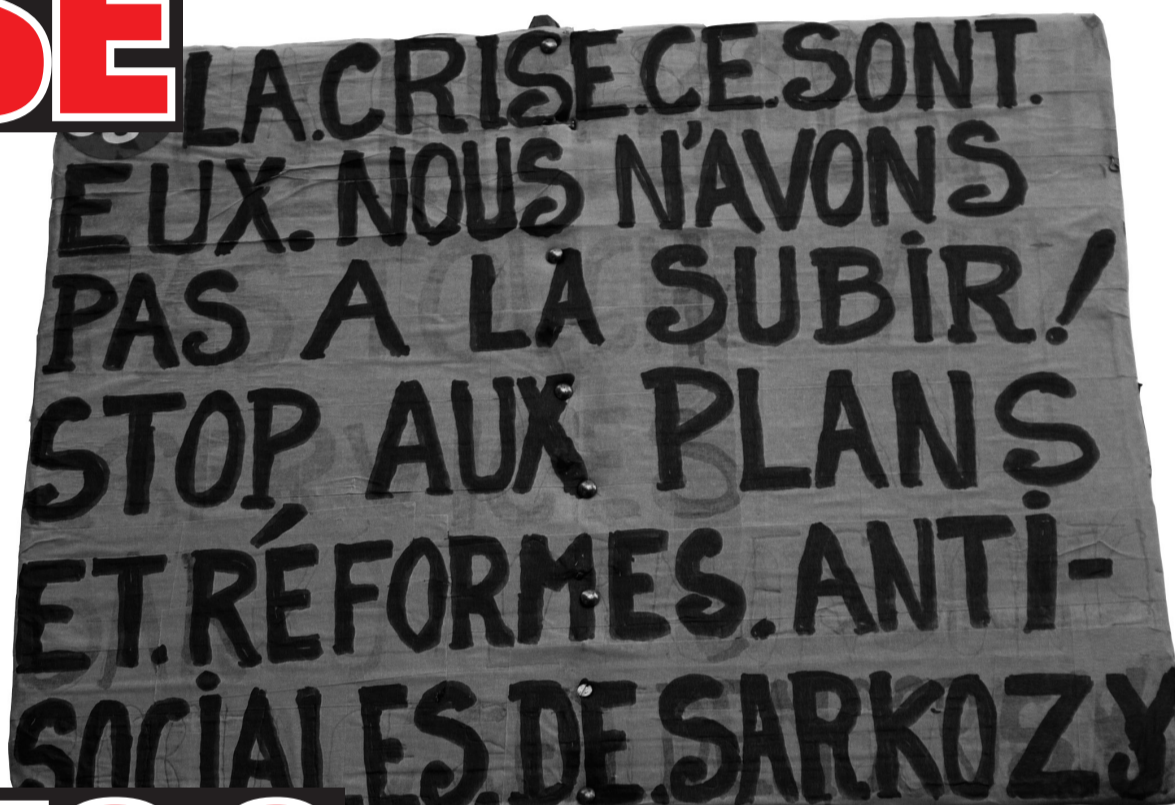
QUELLE ISSUE

À LA CRISE

DES

DETTES

PUBLIQUES ?



(PHOTO THÈQUE ROUGE/TAOUS)

Les dirigeants européens devaient se réunir le 21 juillet pour tenter de résoudre la crise que traverse aujourd'hui la zone euro. Après la Grèce, le Portugal, l'Irlande, l'Italie est sur la sellette.

La crise des dettes publiques s'accroît en Europe. Après la Grèce, c'est la 3^e économie de la zone euro, l'Italie, qui est dans l'œil du cyclone : la semaine dernière, les taux d'intérêt (à dix ans) de la dette italienne ont bondi à 5,7%, soit plus du double de ce qu'exigent les marchés financiers pour la dette allemande. Dans la foulée, le Parlement italien a voté, le 15 juillet, un plan d'austérité de 48 milliards d'euros, comprenant un vaste plan de privatisations, l'introduction d'un ticket modérateur, le gel des salaires et des embauches de fonctionnaires et l'augmentation progressive de l'âge du départ à la retraite.

Dans la zone euro, la crise a été aggravée dans les pays les plus faibles par la mise en place de la monnaie unique, avec une Banque centrale au service des marchés financiers. Depuis dix ans, faute d'avoir pu dévaluer leur monnaie et d'avoir su limiter suffisamment la hausse des salaires, les déficits et donc la dette externe des pays les moins compétitifs n'ont cessé de croître, avant d'exploser depuis 2007. Les baisses d'impôts au profit des riches y ont aussi contribué. D'où aujourd'hui des plans d'austérité d'une violence inouïe pour continuer de payer les créanciers, principalement les banques qui s'engraissent grâce aux déficits créés à cause d'elles ! Cela se traduit par une baisse du niveau de vie des travailleurs et une liquidation de ce qui reste des entreprises publiques, avec un processus de néocolonisation dans le cas de la Grèce.

Ces plans, comme le nuage de Tchernobyl, ne s'arrêteront pas aux frontières de la France, d'autant plus que la situation y est difficile. Selon une étude Natixis¹ du 12 juillet, la France

partage avec la Grèce et le Portugal, la palme du pays européen dont la dynamique de l'endettement public est la plus explosive. Les pires attaques sont donc à venir, et ce sera la mission du prochain gouvernement capitaliste (de « gauche » ou de « droite ») d'être bien plus offensif que Sarkozy.

D'ailleurs, Aubry et Hollande ont promis le week-end dernier de respecter l'engagement de la France à ramener ses déficits publics à 3% du PIB en 2013 (contre 7% en 2010) s'ils étaient élus, tout en ne prenant aucun engagement sur la suppression des mesures fiscales en faveur des riches et des entreprises. Les dirigeants européens se réunissent le 21 juillet pour un sommet extraordinaire sur la crise des dettes publiques. Ils vont tenter de se mettre d'accord sur un nouveau « plan d'aide » à la Grèce et sur de possibles aménagements à la poursuite des remboursements : réduction des taux d'intérêt pour les prêts accordés à la Grèce, allongement des délais de remboursement, etc. Ces modalités de « restructuration » douce de la dette n'ont rien à voir avec un défaut de paiement sur une partie importante de la dette et a fortiori avec une annulation de celle-ci.

LUTTE DE CLASSE

Un bras de fer décisif est engagé au sein de la zone euro : soit les bourgeoisies parviennent à imposer leurs plans d'austérité au prolétariat européen – et le gros de la dette pourra sans doute être honoré et les capitalistes seront grassement servis ; soit la lutte de classe empêche la mise en place de ces plans – et la dette ne pourra pas être remboursée et la situation pourrait alors devenir rapidement incontrôlable pour la bourgeoisie.

Chacun à leur façon, le PS et le Front de gauche agitent la possibilité d'une troisième voie : celle d'une refondation de l'Union européenne. L'Europe deviendrait « sociale » grâce à une redéfinition des missions de la Banque centrale européenne, le lancement d'euro-obligations et la mise en place d'un fédéralisme fiscal (permettant des transferts des États les plus riches vers les plus pauvres). Outre que cette solution fait abstraction des rapports de forces au sein de l'UE, elle vise surtout à bricoler une réforme de l'UE pour que le système soit sauvé et que la dette continue d'être payée aux capitalistes. À l'inverse le Front national met en avant la sortie de l'euro et un repli nationaliste accompagné de mesures anti-ouvrières. Aucune de ces politiques ne va dans le sens des intérêts des salariés.

Notre projet ne vise pas à rafistoler le système, à « sauver l'euro » ou les banques, en prétendant mettre les institutions nationales et européennes au service des travailleurs. Nous sommes pour que la lutte de classe aille jusqu'au bout, jusqu'à la prise du pouvoir par les travailleurs eux-mêmes, à la mise en place de leur propre gouvernement, qui seul pourra répudier la totalité de la dette, exproprier les grands groupes capitalistes, rompre avec le marché capitaliste et réorganiser la production au service des besoins de la population. Et faire un grand pas vers l'Europe que nous voulons, celles des États unis socialistes d'Europe.

Gaston Lefranc

1. <http://cib.natixis.com/flushdoc.aspx?id=59156>

en brèves...

Répression à Kuala Lumpur. À l'horizon des élections prévues en 2013, le gouvernement tente désespérément de museler toute forme d'opposition. Samedi 9 juillet, plus de 50 000 personnes sont descendues dans la rue à l'appel de la coalition pour des élections transparentes et équitables malgré l'interdiction de la manifestation, une première vague d'arrestations de plus de 200 militants et l'impossibilité pour des milliers de manifestants d'entrer dans Kuala Lumpur. Connue sous le nom de Bersih (propre en Malais), la coalition est composée de 62 organisations non gouvernementales, soutenue par des partis d'oppositions. La police a arrêté plus de 1 600 manifestants après avoir dispersé la manifestation pacifique à l'aide de canons à eau et de gaz lacrymogène. Le gouvernement veut empêcher toute extension de la campagne Bersih 2 qui fait écho à une première campagne lancée en 2007, suivie en 2008 par une déroute électorale sans précédent pour la coalition au pouvoir et son principal parti l'UMNO.

Comme pour beaucoup de régimes autoritaires, les révolutions arabes ont fait peur à ce gouvernement dont le parti dirige le pays sans discontinuer depuis l'indépendance en 1957.

Parallèlement, le gouvernement a arrêté 30 militants du PSM (Parti Socialist Malaysia) qui distribuaient des tracts dans le cadre de leur campagne « C'est assez, il est temps de démissionner ». Six d'entre eux, dont un député, ont été maintenus en détention. Une loi d'exception (Emergency Ordinance) autorise le gouvernement à les détenir à l'isolement pendant 60 jours sans jugement. Leurs avocats et familles ont un droit extrêmement limité de visite. Le NPA soutient la campagne internationale de solidarité pour leur libération et appelle à signer la pétition en ligne : www.petitiononline.com/eo6/petition.html

Danielle Sabai

Docteur House ne soigne que les riches. Parmi les mesures envisagées pour résoudre le déficit américain, Obama vient de proposer de réduire la contribution fédérale à Medicaid, le système d'aide aux soins réservé aux citoyens américains ayant de très bas revenus, financé au niveau fédéral et par les États. Il existe de multiples restrictions et le nombre de pauvres couverts dépend de la volonté de financement de chaque État. Et quand il n'y a pas assez d'argent, les personnes choisies peuvent même être tirées au sort parmi les ayant-droit ! Ainsi, l'État d'Oregon a organisé une loterie pour choisir 10 000 assurés parmi 90 000 postulants. Par ailleurs, la couverture fournie est très faible et beaucoup de médecins et d'hôpitaux refusent de soigner des patients dépendant de Medicaid car ils estiment que leurs remboursements sont insuffisants. En mars, une loi qui prévoit d'élargir à partir de 2014 le droit d'accès à Medicaid jusqu'à 133% de seuil de pauvreté est passée. Aujourd'hui, Obama remet en cause son financement.

Prochains numéros

Tunisie, Égypte, Lybie, Algérie, Maroc, Syrie, Palestine, Liban...

Le 28 juillet, ne manquez pas le numéro spécial de *Tout est à nous!* consacré aux révolutions arabes.

Puis, retrouvez *Tout est à nous!* le 8 septembre.

regards

LA JEUNESSE PALESTINIENNE EN MOUVEMENT



Propos recueillis par Roger Devaneuse

Palestine en Périgord

Tréllissac (Dordogne). Dans la grande salle du centre social, 25 étudiants palestiniens se présentent lors de la soirée de solidarité organisée par « Dordogne Palestine » qui assure l'accueil de l'Université d'été du Mouvement de la jeunesse palestinienne (PYM) : « je suis originaire de Jénine, je suis née en Jordanie, je fais des études de cinéma à Madrid », « je suis originaire de Ramallah et suis dans une école d'ingénieur à Stockholm », « ma famille est de Saint-Jean-d'Acre, je fais des études de droit à Toronto »... Ils sont venus d'Athènes ou de Damas, d'Allemagne ou du Koweït, pour deux semaines de cours intensifs. Loubna, qui vient de prendre le rôle de coordonnatrice, vit à San Francisco. Plus de la moitié n'ont jamais mis les pieds en Palestine et ne savent pas quand ils pourront y accéder. Ceux qui devaient venir du Chili, d'Iran ou d'Algérie n'ont pas encore eu leur visa : les sbires de Guéant et Juppé ont peur de l'immigration que Sarkozy n'a pas choisie. Pourtant, ces Palestiniens ne veulent qu'une chose : vivre en Palestine libérée et participer à la (re)construction du pays. Entretien.

PYM, nouveau sigle dans la galaxie palestinienne. Qu'est-ce ?

Lors de notre deuxième assemblée générale à Istanbul, en avril dernier, ce qui avait commencé comme une simple conversation entre de jeunes Palestiniens et des organisations de jeunes de l'intérieur ou de l'exil, il y a déjà cinq ans, et s'était développé comme un réseau, est devenu le Mouvement de la jeunesse palestinienne.

Le réseau a été fondé en novembre 2008 lors d'une conférence internationale qui a réuni à Madrid 150 jeunes Palestiniens de 35 pays.

Notre conviction est que, pour contribuer à une vraie libération, notre rôle est de développer un mouvement de jeunesse transnational, avec des jeunes qui peuvent n'avoir encore jamais été en Palestine, mais qui sont fiers de leurs racines et veulent contribuer au combat palestinien pour la liberté.

Et politiquement, comment vous situez-vous ?

Nous avons fait un choix, celui d'un mouvement pluraliste, non affilié à une organisation existante, permettant l'appartenance à chacune. Pas de naïveté, mais le constat de l'impasse actuelle du mouvement de libération et la volonté de contribuer à en dépasser les contradictions.

Les défis que nous avons à relever s'accroissent. Face à la poursuite de la colonisation sioniste et de l'occupation, notre détermination à réaliser notre aspiration au retour et à la libération de notre terre est plus forte que jamais. Nous reconnaissons que notre combat est lié aux combats de tous les peuples indigènes et opprimés. Et il a ses racines dans le contexte régional arabe, qui doit être libéré du néocolonialisme, avec l'objectif que la libération de la Palestine devienne une réalité tangible.

Pour la justice, pour les droits humains, pour la libération de la Palestine, nous voulons constituer un mouvement réellement transnational. Bien sûr, les mouvements existants ont été circonspects au départ, mais nous pouvons dire qu'aujourd'hui nos relations sont bonnes avec tous.

Vous vous êtes tous présentés comme étudiants. Quelles différences avec la GUPS ?

Le projet n'est pas du même ordre. La GUPS a assuré longtemps dans différents pays la représentation du Mouvement national palestinien. Mais avec la naissance de l'Autorité palestinienne et la crise de direction du mouvement national, la GUPS n'a plus eu le même rôle.

Un temps, la GUPS en France a donné la priorité à sa participation au développement du mouvement de solidarité. Voir par exemple son rôle dans la naissance et le développement de Génération Palestine.

La génération actuelle de la GUPS en France pense indispensable de faire un mouvement sur nous-mêmes. Où que nous soyons dans le monde, nous avons besoin de développer une vision commune de ce que nous sommes et de ce que nous voulons faire.

Quand on vous écoute, il me semble que l'on sent l'influence du contexte politique national dans lequel vous vivez, même si vous savez danser ensemble le dabkeh. Vivre comme Palestinien à San Francisco ou à Damas, ce n'est pas la même chose.

Bien sûr. C'est l'objectif de cette Université d'été de dépasser là aussi ce qu'il peut y avoir de contradictions. Nous rassemblons les membres les plus engagés dans le processus de construction. Nous avons déjà une quinzaine de branches nationales constituées dans le monde, et une dizaine d'autres en construction ou en perspective. L'Université d'été, que ceux qui l'ont permis en soient remerciés, est l'occasion pour nous de vivre une expérience nouvelle, humaine autant que politique.

1. L'Union générale des étudiants palestiniens.
2. L'Université d'été a bénéficié du soutien du conseil régional d'Aquitaine, du conseil général de Dordogne, des municipalités de Tréllissac, Périgueux et Coulounieix-Chamiers. L'association Dordogne Palestine est liée à la Fédération des villes jumelées avec des camps palestiniens.

Propos recueillis par Daniel Desmé, membre de la direction d'A Manca

Mobilisation en Corse contre la loi Bachelot

Depuis plusieurs semaines, les travailleurs du secteur de la santé sont en lutte en Corse. L'ARS est occupée et les assemblées générales discutent d'un mot d'ordre de grève générale pour la rentrée. Entretien avec Serge Vandepoorte de l'organisation nationaliste A Manca.

Sur quelles revendications la mobilisation a-t-elle démarré ?

Lors de la parution des prévisions budgétaires annoncées par le directeur de l'agence régionale de santé (ARS), des contre-propositions ont été élaborées par le secteur santé du Syndicat des travailleurs corses (STC). Cette liste comprend trois points fondamentaux : des mesures justes de correction entre le coût des prestations dispensées par les établissements publics et leurs paiements réels par les organismes d'assurance maladie (taux correcteur) ; le financement des lits médicalisés destinés à l'accompagnement des personnes âgées ; la préservation du patrimoine de l'hôpital d'Ajaccio. Pour toute construction d'un hôpital neuf ou des rénovations, le financement est supporté à 50 % par l'établissement, par l'emprunt et la vente du patrimoine.

Comment la mobilisation a-t-elle évolué ?

Dès les premiers contacts, le directeur de l'ARS se bornait à ses chiffres, sans dire que, depuis 2009, des sommes budgétées étaient toujours impayées par l'ARS et qu'elles étaient intégrées dans les nouvelles enveloppes. D'une occupation symbolique de l'ARS, le STC est passé, dès le début du mois de mai, à l'occupation nuit et jour. La direction du STC a soutenu le conflit de bout en bout. La CFDT ne s'y est pas associée. La section FO de l'hôpital de Bastia s'est engagée contre l'avis de l'union départementale de Corse du Sud. La CGT s'est mobilisée sans participer à l'occupation. Le Syndicat national des cadres hospitaliers a rejoint le conflit sans participer non plus aux occupations. Des sections syndicales d'autres branches sont venues en soutien. Lors de l'occupation, et encore aujourd'hui, des assemblées générales se sont déroulées. Des comptes rendus sur les contacts avec les politiques, la préfecture et le ministère sont faits par les responsables désignés. Les modalités d'action et toutes les réponses à donner sont débattues et font l'objet de votes dans les AG. Les mots d'ordre des deux manifs (1 500 et 3 000 personnes) et l'organisation de celles-ci sont également arrêtés en AG. Après l'évacuation des locaux à la fin du mois de juin par les gardes mobiles et la BAC, nous nous sommes repliés sur les hôpitaux dont les administrations sont bloquées.

Comment les partis politiques ont-ils réagi ?

La gauche aux manettes de l'Assemblée régionale s'est associée à la motion de soutien votée à l'unanimité des groupes, droite y compris ! Hélas la représentante de la gauche (PCF) s'est satisfaite de la proposition d'un taux à 7% proposé par l'ARS alors que l'Assemblée de Corse avait voté la motion sur la base d'un taux correcteur à 15% ! Les nationalistes ont soutenu

le mouvement. Les travailleurs n'attendent pas les prochaines élections pour tenter de faire aboutir leurs revendications. Ceux des politiques qui escompteraient récupérer le mécontentement dans les urnes, attendront.

Quelles place et propositions d'A Manca ? Quelle analyse ?

A Manca a fait parvenir une lettre ouverte à tous les groupes politiques et aux syndicats en proposant les modalités d'une mobilisation. Les syndicats se sont montrés réceptifs. Pas de réponse du côté des politiques. Les militants de la Manca ont été, avec leurs moyens, de toutes les initiatives à tous les moments du conflit. Nous avons sorti du matériel pour aider aux dynamiques en mettant l'accent sur la responsabilité politique du gouvernement Sarkozy/Fillon et de l'UMP.

Quelle perspective pour la poursuite du mouvement ?

Aujourd'hui l'ARS ne peut plus aller dans les établissements. L'idée de la grève générale commence à germer. Une pétition est diffusée afin de mobiliser la population. Une première journée interprofessionnelle avec mot d'ordre de grève générale dès la rentrée est mise aux débats. En articulant les revendications spécifiques de chaque secteur avec des revendications qui fédèrent les salariés. L'irruption de jeunes au sein des syndicats donne un souffle et peut sensibiliser d'autres secteurs de la jeunesse. Souhaitons que la mobilisation corse donne des idées ailleurs.



(DR)

Les sales guerres de Sarkozy

En Afghanistan, en Libye ou en Côte d'Ivoire, la liberté ne naît jamais sous les bombes qui ont plutôt pour effet de ressouder les populations contre les troupes d'intervention.

Après la mort, les mots pathétiques, créant une atmosphère lugubre. «Soldats, vous êtes partis en pleine jeunesse, mais nul ne vous a volé votre destin. Soldats, vous avez vécu et vous êtes morts en hommes libres». Curieux concept que celui-ci, la mort «en homme libre», sous le commandement des officiers de l'armée française. Ce sont là les mots qu'a assénés Nicolas Sarkozy, mardi 19 juillet, lors de l'«hommage national» rendu à sept soldats français morts en Afghanistan, la semaine dernière. Sarkozy a aussi parlé d'un «sacrifice pour une grande cause», sans préciser laquelle, sinon qu'il a beaucoup évoqué «la liberté».

La semaine précédente déjà, son Premier ministre s'était cru obligé de préciser – en réponse à une critique formulée par Ségolène Royal, la très patriotique et très militariste candidate à l'investiture du PS – que ces soldats n'étaient «pas morts pour rien». Vendredi 15 juillet, il ajoutait depuis la Côte d'Ivoire, théâtre d'une intervention militaire récente de la France: «Celui qui meurt pour la paix, au service de son pays, personne n'a le droit de dire qu'il est mort pour rien.» On pourra ajouter que celui qui meurt au profit de politiques expansionnistes et contraires à la liberté des peuples a été, malheureusement, sacrifié pour rien. En quoi le peuple afghan est-il, aujourd'hui et après bientôt dix années d'une intervention militaire qui a commencé le 7 octobre 2001, plus libre qu'il ne le serait sans la présence des troupes (françaises et autres)? Certes, les talibans ne se battent

pas non plus pour une cause qu'on pourrait qualifier de libératrice, émancipatrice. Mais une occupation militaire qui se prolonge et n'a en rien amélioré la vie quotidienne du peuple afghan, transforme ces mêmes talibans aux yeux de nombreux Afghans en vaillants «résistants contre une agression étrangère». Les idées d'une libération politique et sociale ne peuvent venir que de l'intérieur d'une société, et jamais par les baïonnettes d'une ou plusieurs armées d'occupation.

Certes, le président français aurait aimé parler d'autre chose que de la mort de soldats français, ce 14 juillet. Ce jour-là et selon ce qu'il faisait comprendre à son entourage, il aurait voulu à tout prix célébrer un triomphe militaire français en Libye: la reddition ou la mort (sous les bombes) du vieux colonel Kadhafi. Celui-ci, au pouvoir depuis le 1^{er} septembre 1969, est cependant suffisamment expérimenté pour déjouer un certain nombre de plans sur la comète.

ENLISEMENT

L'intervention militaire essentiellement franco-britannique, déclenchée le 19 mars dernier, ne marche vraiment pas comme l'auraient voulu ceux qui ont décidé de la lancer. À l'époque, Alain Juppé, ministre des Affaires étrangères de Sarkozy (au début plus sceptique que son maître quant à cette intervention), avait assuré qu'elle allait durer «des jours ou des semaines, mais certainement pas des mois». Nous voilà déjà à quatre mois d'opérations. Les décideurs avaient éventuellement sous-estimé la base

LE BOURBIER LIBYEN...



sociale qui reste au régime de Kadhafi dans certaines parties du pays ou certains groupes de population. Surtout, au lieu de se rétrécir – alors que des manifestations contre la dictature s'étaient déroulées jusque dans des quartiers de la capitale Tripoli, en février –, elle s'est ressoudée autour de lui. Les bombardements ne renforcent pas l'opposition civile (elles l'affaiblissent plutôt) qui s'est retirée de la scène publique une fois que le conflit politique s'est transformé en guerre civile puis celle-ci en guerre conduite de l'extérieur.

À l'heure où les déceptions deviennent visibles, certains des décideurs politiques semblent même modifier leurs plans en vue d'un éventuel arrangement avec la dictature. Ainsi, le 10 juillet, le ministre de guerre sarkozyste, Gérard Longuet, avait-il précisé qu'il se contenterait – comme but politique de l'intervention – que Kadhafi

soit «dans une autre pièce de son palais avec un autre titre». Il est probable que des négociations, portant sur un partage du pouvoir entre une partie de son régime et certains dirigeants rebelles actuels, sont déjà à un stade avancé. Elles n'impliquent pas uniquement des Français. Au début de la semaine, il a été rendu public que des émissaires états-uniens négociaient depuis trois jours à Tunis avec des représentants du régime de Kadhafi.

En attendant, la signature d'accords entre les rebelles et les puissances occidentales, portant non seulement sur le pétrole mais aussi sur le renvoi en Libye de migrants africains «indésirables» (accord entre le gouvernement italien de droite-extrême droite et le «Conseil national de transition» libyen du 16 juin), est un mauvais signe politique pour l'avenir.

Bertold du Ryon



Par Denise Sarraute

IL RESTE TELLEMENT DE BASTILLES À PRENDRE !

On aurait pu laisser passer ce 14 juillet, comme tant d'autres, entre le bal des pompiers, la retraite aux flambeaux et la parade militaire sur les Champs-Élysées pour les plus convaincus de la grandeur de l'armée française. Mais cette année, patatras ! Il a suffi d'une toute petite phrase d'Eva Joly, proposant un défilé citoyen d'enfants, d'étudiants et de seniors en place des militaires, pour que ressortent en cascade la prose va-t-en-guerre, les tirades d'union sacrée de la nation derrière son armée et quelques relents racistes pour couronner le tout. Plutôt que de rendre hommage aux sans-culottes qui firent tomber une monarchie, le 14 juillet est depuis des années l'occasion de glorifier la politique impérialiste et colonialiste de l'État français.

Les «traditions françaises, les valeurs françaises, l'histoire française» qu'entend promouvoir Fillon ne sont définitivement pas les nôtres. Il célèbre l'intervention de l'armée française en Libye et en Afghanistan. Nous répondons par la célébration des travailleurEs et des jeunes, au sud de la Méditerranée, qui tentent toujours de dégager leurs dictateurs et tous les oripeaux des anciens régimes et condamnent par la même occasion la politique néocolonialiste de la France, en Tunisie notamment. Nous célébrons les valeurs internationalistes des salariéEs en France qui se sentent probablement plus proches de leurs collègues d'Italie, de l'État espagnol ou de Grèce, étranglées aujourd'hui par le poids de la dette qu'ils seront les seuls à payer pendant que leurs dirigeants, à l'instar d'un Fillon ou Sarkozy, loueront la réactivité du FMI, de DSK hier, de Lagarde aujourd'hui.

Enfin, pour prendre Eva Joly au mot, nous mettrions bien dans la rue les étudiants, leurs parents, leurs grands-parents et même leurs petits frères et petites sœurs comme à l'automne dernier contre la réforme des retraites. Contre les politiques guerrières et antisociales de notre gouvernement, défilons, manifestons, sans attendre le 14 juillet 2012. Dès maintenant, pas question de payer leurs crises !

SBFM: «un vrai» 14 juillet

La lutte paie ! Ce slogan peut parfois paraître usé au regard de la situation sociale et politique. Pourtant, après le succès des travailleurs de First-Ford à Bordeaux, c'est au tour de ceux de la SBFM (Société bretonne de fonderie) à Caudan (Morbihan) de sabler le champagne. Le vendredi 15 juillet, Renault a rendu public, à la préfecture du Morbihan, sa décision d'investir 85 millions d'euros pour la modernisation de la Fonderie de Bretagne (ex-SBFM).

Notre camarade Pierre Le Ménahès, responsable CGT de l'entreprise, a retardé son départ en vacances pour analyser cette annonce avec les travailleurs de l'entreprise notamment lors de l'assemblée générale prévue mardi 19 juillet après-midi.

Un investissement de 85 millions d'euros pour la SBFM, c'est une bonne surprise ?

Bien sûr mais, en même temps, c'est la suite espérée de la mise en échec, par notre mobilisation, de l'abandon programmé de la fonderie par Renault en 2009.

Précisément, que vont apporter ces 85 millions d'euros ?

34 millions pour la mise en place d'une nouvelle ligne de production dont le démarrage est prévu pour 2014 et le plein régime en 2015. 11 millions pour la modernisation d'une ligne existante et 4 millions pour l'amélioration des conditions de travail et de la sécurité. 36 millions (avec participation de l'État et des collectivités locales) pour la remise en état et conformité des bâtiments.

Cela correspond-il aux exigences industrielles et sociales

portées par vos batailles ?

Par cet investissement lourd, Renault pérennise, pour au moins sept ans, la fonderie, au-delà du bail précaire qui prenait fin en août de cette année. C'est la suite de notre victoire historique du 28 juin 2009. Cela signifie la réouverture du bureau d'embauche immédiatement pour 55 emplois mais aussi le remplacement des «départs anticipés amiante» avec une priorité pour gagner pour l'embauche des 130 intérimaires. Mais bien sûr nous devons être vigilants tant sur le plan industriel que sur celui des embauches et des conditions de travail.

Alors, victoire totale ?

Avec 45 ans d'existence, la SBFM ne devait pas mourir parce que Renault avait décidé de se désengager. Fondateur, c'est un métier exigeant qui nécessite une formation, un passage des connaissances et des conditions de travail exemplaires. Nous nous

battons pour que toutes ces exigences soient respectées mais nous savons que c'est seulement par notre vigilance que cela sera possible.

Donc un avenir dégagé pour les militants ?

Évidemment, car nous avons la confirmation que nous avons eu raison de nous battre. C'est une étape décisive pour tous et le congrès du syndicat qui se tiendra en novembre sera celui de la victoire. Et pour ceux qui, comme moi, quitteront l'entreprise en 2012, nous aurons le sentiment de passer un témoin de lutte dans les meilleures conditions. Avec 300 syndiqués sur 440 salariés, la relève est prête pour relever tous les défis et suivre les actes de Renault au plus près, pour défendre les intérêts des travailleurs.

Propos recueillis par Robert Pelletier

La famine en Afrique de l'Est n'est pas une fatalité !

La famine qui s'abat sur l'Afrique de l'Est est en passe d'être la pire crise humanitaire depuis les années 1960. Plus de 12 millions de personnes sont menacées en Somalie, au Kenya, en Éthiopie mais aussi à Djibouti et en Érythrée. Le camp de Dadaab au Kenya est devenu en quelques mois le plus grand camp de réfugiés au monde. Près de 400 000 personnes y sont installées, alors qu'il est prévu pour 90 000. Les conditions de vie et d'hygiène y sont épouvantables et les organisations humanitaires n'ont pas les moyens de faire face à l'arrivée quotidienne de milliers de nouveaux réfugiés. Le gouvernement kenyan s'est refusé à ouvrir d'autres structures et beaucoup de Somaliens se retrouvent bloqués dans les postes frontières, sans pouvoir bénéficier d'aucune aide.

Les responsabilités de cette dramatique situation incombent très largement aux responsables gouvernementaux. Sur le court terme déjà, en novembre 2010, plus de 80 000 personnes s'étaient réfugiées dans le camp de Dadaab. Le flux ne cessait d'augmenter et aucun plan d'action n'a été déclenché. C'est seulement maintenant que les pays riches promettent des dons qui sont par ailleurs bien loin de répondre aux exigences du terrain. Les populations d'Afrique de l'Est payent les conséquences du dérèglement climatique. Les sécheresses ont toujours existé, mais elles deviennent plus longues et plus fréquentes. Ainsi, deux saisons consécutives ont connu l'absence de pluie. Cette situation fragilise fortement les populations. De plus, les prix des denrées alimentaires et du carburant sont très élevés et se situent au niveau de 2008 (ce qui avait provoqué à l'époque des émeutes de la faim dans une vingtaine de pays). Ce niveau des prix empêche les paysans les plus pauvres de se nourrir correctement en attendant la prochaine récolte. En Éthiopie et au Kenya, les gouvernements largement corrompus qui s'agrippent au pouvoir via des élections truquées, le clientélisme et les divisions ethniques, n'ont jamais eu de politique visant à aider l'agriculture familiale. Bien au contraire, cédant aux injonctions du FMI et de la Banque mondiale, ils ont préféré une agriculture intensive d'exportation, l'exemple le plus connu étant la production de fleurs au Kenya. Ainsi des régions entières de ces pays ont été délaissées, aucune aide ni investissement n'y ont été réalisés dans les infrastructures, comme les routes goudronnées, les centres de santé, les écoles ou les forages de puits. Lors des sécheresses, les organisations humanitaires sont obligées d'affréter des camions citernes remplis d'eau pour approvisionner les villages délaissés.

Pire, ces gouvernements sont en train de brader à de grands groupes capitalistes les terres arables de leur pays, entraînant les expropriations des paysans et l'impossibilité pour les éleveurs de nourrir leurs troupeaux. Quant à la Somalie, l'état de guerre dans lequel se trouve ce pays est en grande partie de la responsabilité des puissances occidentales, notamment les USA, qui ont décidé de renverser le gouvernement des tribunaux islamiques pour le remplacer par un gouvernement provisoire fantoche et corrompu, combattu par une kyrielle de groupes islamistes shebab.

La famine, pour des millions de personnes, est certainement une des preuves les plus révoltantes de la faillite du capitalisme.

Paul Martial

Déclaration de la conférence anticapitaliste européenne



Le 10 juin s'est tenue à Londres la quatrième conférence anticapitaliste européenne organisée conjointement par le SWP anglais et le NPA. Un pas en avant vers la coordination dans l'indispensable travail de regroupement des anticapitalistes à l'échelle de l'Europe qui en prépare un nouveau puisque la prochaine conférence se tiendra à Lisbonne organisée par le Bloco de Esquerda. Nous reproduisons, avec un peu de retard, des extraits de la déclaration issue de la conférence de Londres signée par 25 organisations.*

La crise économique mondiale est maintenant dans sa quatrième année. Ce n'est évidemment pas une récession cyclique « normale », mais une crise systémique d'une ampleur et d'un potentiel aussi destructeur que celui de la Grande Dépression des années 1930. Comme cette dernière, la crise actuelle est longue et passe par différents stades - resserrement du crédit, krach financier, récession mondiale, et à présent une « reprise » marquée par un chômage de masse, la concurrence accrue entre les grandes puissances capitalistes et la crise de la dette souveraine. [...]

Bien que les révolutions arabes en soient les exemples les plus spectaculaires, il y a eu une recrudescence générale des luttes. [...] Le mouvement ouvrier dans les économies avancées a été affaibli par l'offensive néolibérale de la génération passée, mais les dernières attaques risquent de susciter un regain de militantisme. Cette offensive majeure ne peut être combattue que grâce à la collaboration de la gauche anticapitaliste et d'un mouvement syndical combatif, pleinement démocratique, basé sur une forte participation de la base. Cela nécessite une rupture avec les politiques de collaboration de classe [...]. Plus concrètement, nous devons défendre les droits démocratiques et sociaux des travailleurs, des classes populaires, et des jeunes contre l'austérité, [...] défendre dans les mobilisations, ainsi que sur le terrain électoral, comme

au Parlement, une alternative anticapitaliste pour offrir une perspective de rupture avec la société capitaliste, rupture qui ne peut être mise en œuvre que par un mouvement de l'ensemble de la population contestant le pouvoir absolu que l'oligarchie capitaliste exerce sur la société et posant la question d'un gouvernement démocratique des travailleurs et du peuple [...] mettre en œuvre de manière persistante et créative la tactique du front unique afin de construire l'unité de la classe ouvrière pour la lutte [...]. La gravité même de la crise signifie que cette résistance se confrontera à des questions idéologiques : avant tout, quelle est l'alternative à l'austérité? [...] La gauche anticapitaliste doit s'opposer aux coupes dans les services publics et à leur privatisation et mener campagne pour un audit de la dette. Mais elle doit aussi être prête à mettre en avant un programme alternatif qui commence à rompre avec la logique du profit [...].

La politique anticapitaliste doit continuer à aller de pair avec l'anti-impérialisme. [...] Construire une opposition large au racisme et à l'islamophobie, mettre en échec les tentatives des organisations fascistes pour se construire sur le plan électoral et dans la rue sont parmi nos tâches les plus importantes. Cela signifie reprendre l'offensive sur le terrain politique et social, mettre en œuvre une politique de solidarité des classes exploitées contre les classes

dominantes qui cherchent à diviser pour mieux imposer leurs politiques. Les capitulations et les reculs créent un climat de démoralisation qui ouvre la voie à une offensive idéologique réactionnaire. Reprendre l'offensive sur le terrain social signifie aussi construire une nouvelle conscience de classe socialiste. [...] La gauche anticapitaliste doit se mettre au niveau de l'organisation internationale du capitalisme. [...] Au travers de rencontres et de discussions, nous pouvons aboutir à des initiatives et des actions communes et, nous l'espérons, définir les bases politiques d'un regroupement anticapitaliste européen.

Version intégrale sur : www.npa2009.org

* Belgique : Ligue communiste révolutionnaire-Socialistische Arbeiderspartij (LCR/SAP); Croatie : Radnicka Borba; Danemark : Red-Green Alliance; France : Nouveau Parti anticapitaliste (NPA); Grande-Bretagne : Counterfire - Socialist Workers Party (SWP), Socialist Party, Socialist Resistance; Grèce : Anticapitalist Political Group (APO), Sosialistiko Ergatiko Komma (SEK); Irlande : People Before Profit; Socialist Workers Party (SWP), Socialist Party; Pays-Bas : Internationale Socialisten, Socialist Alternatieve Politiecs; Pologne : Polish Labour Party (PPP); Portugal : Bloco de Esquerda; Écosse : Scottish Socialist Party (SSP); État Espagnol : En Lucha, Izquierda Anticapitalista, Partido Obrero Revolucionario (POR); Suède : Socialist Party; Suisse : Solidarités.

CHYPRE Explosion meurtrière et secousses politiques

Lundi 11 juillet, tôt le matin, une explosion a secoué Chypre en faisant au moins treize morts et plus de 60 blessés, et brisant des vitres dans les maisons des villages avoisinants.

Survenue sur une base navale, cette explosion concernait 98 conteneurs chargés de poudres à canon; ils faisaient partie d'une cargaison d'armes saisie en mer en 2009 sur un navire en provenance d'Iran et à destination de la Syrie. Le souffle a été tel qu'il ne reste plus aucune trace du dépôt d'armes, seulement un cratère. Il est étonnant que la presse française n'ait pas relayé plus que cela ces événements pourtant graves.

Cette catastrophe annoncée n'a pas fini de produire des secousses. En détruisant également la centrale électrique, à quelques kilomètres de là, l'explosion laisse Chypre dans une situation chaotique à une période où la température dépasse les 40°C. Chypre vit actuellement une vraie tragédie humaine, sociale et économique. Les premières estimations parlent d'un coût de plus de 3 milliards d'euros. Même si le ministre de la Défense et le commandant de la Garde

nationale ont démissionné, la responsabilité de cet événement, le plus grave depuis le coup d'État et la guerre en 1974, concerne tout l'establishment et les partis politiques. Ce qui s'est produit est inacceptable ! Le gouvernement de Christofias (le PC chypriote et ses alliés) connaissant le risque, comment a-t-il pu autoriser le maintien de ces armes sur l'île ? En essayant de faire plaisir aux impérialistes et sionistes mais aussi aux régimes de Syrie et d'Iran, il a joué avec le feu et c'est le peuple qui le paie, au prix d'une tragédie.

Ce qui choque le peuple, c'est que tous les députés et ministres de tous bords étaient au courant de l'existence de ces armes et des risques encourus à les garder sans aucune mesure de sécurité. La politique, pour le moins irresponsable, du gouvernement et de l'Assemblée nationale ouvre la porte à l'extrême droite qui s'en sert pour faire monter les idées nationalistes et racistes.

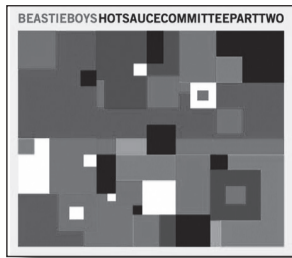
Plusieurs manifestations ont eu lieu en hommage aux morts et en réclamant que justice soit faite. Nous espérons que le vent de colère qui souffle actuellement sur Chypre sera celui d'une colère contre



Centrale électrique détruite par l'explosion. (DR)

les armements, l'hypocrisie de l'État et pour un monde meilleur. Les camarades de l'extrême gauche se mobilisent aussi contre toute récupération de cette tragédie par la droite et l'extrême droite.

Correspondant



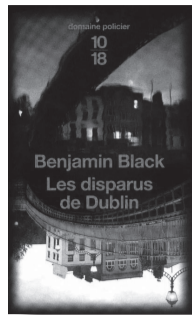
MUSIQUE
HOT SAUCE COMMITTEE
PART II

Beastie Boys
EMI
Les sales gosses de Brooklyn sont de retour. Et l'âge ne semble pas les avoir calmés, bien au contraire. Ces petits gamins juifs de New York avaient déclenché un coup de tonnerre monstrueux en 1986 avec *Licensed to ill* (sur le label majeur d'alors, Def Jam) en enfantant, avec une jouissance non dissimulée, le chaînon manquant entre le punk et le hip-hop. La suite fut une longue succession de contre-pieds artistiques et d'explorations sonores en gardant toujours chevillée au corps la passion pour le rap originel des Fab 5 Freddy et autres GrandMaster Flash. Les voilà donc devenus quarantennaires et toujours aussi touché-à-tout, multipliant les embardées électroniques et les bifurcations stylistiques (cf. le très réussi reggae avec Santogold). Et vu l'état du marché, personne ne pourra leur reprocher de sortir encore des disques pour l'argent. Mazel Tov les b-boys!
King Martov



EXPO
MAYA, DE L'AUBE AU
CRÉPUSCULE AU GUATEMALA

Paris, musée du quai Branly, jusqu'au 2 octobre
À défaut d'année du Mexique tuée dans l'œuf par les gesticulations de qui l'on sait, serait-ce celle du Guatemala, où une élection présidentielle décisive est prévue le 11 septembre? Le musée Branly a obtenu le prêt de 160 pièces archéologiques des collections nationales de ce pays, témoignant des longues alternances d'essors et de déclin des sociétés mayas, depuis les basses terres de la côte Pacifique, où elles fleurirent d'abord, jusqu'aux hautes terres opposées où elles finirent par se déliter. Les objets exposés marquent surtout la puissance des notables et des prêtres. Les paysans qui les faisaient vivre ont laissé peu de vestiges, mais des traditions perdurent dans ce pays dont les habitants sont majoritairement d'ascendance maya, et pour beaucoup exposés à la misère et à des violences variées, avec désormais des « féminicides » qui rivalisent avec ceux du Mexique.
Gilles Bounoure



LIVRES
LES DISPARUS DE DUBLIN

Benjamin Black
10/18 / 8,20 euros
Avec ce roman noir irlandais, ne vous attendez pas à une enquête menée tambour battant et à un rythme effréné. Dans cette première livraison en poche d'une série rédigée sous pseudonyme par John Banville, c'est l'atmosphère, noire, épaisse, poisseuse, de la capitale irlandaise dans les années 1950 qui occupe le devant de la scène. Il y est question d'un bébé disparu et d'une mort suspecte, tellement suspecte qu'un médecin est obligé de falsifier le rapport de décès. Quirke, le médecin légiste – appelé à jouer le héros récurrent – surprend son confrère et par ailleurs beau-frère, en pleine contrefaçon, et se lance dans une enquête qui se révélera particulièrement douloureuse, au cœur des secrets familiaux. Ce premier volet, appelant une suite, comporte quelques longueurs mais les amateurs de roman noir et de descente dans les bas-fonds de la société seront comblés!
Henri Clément



REVUES
PEUT-ON PARLER DE MUSIQUE
NOIRE? VOLUME 8-1

Éditions seteun
Il faut un certain courage pour oser lancer, de nos jours, une très classe et universitaire revue traitant de la musique populaire, en France tout du moins où ce genre de sujet est rarement pris au sérieux. On y retrouve ainsi toutes les caractéristiques de ce type de support avec notamment les recensions d'ouvrages spécialisés et de colloques. Et naturellement les gros dossiers thématiques, l'occasion pour de jeunes chercheurs de faire connaître leur travaux. Dans ce numéro le projet est ambitieux puisqu'il s'agit de s'attaquer à une question extrêmement polémique, de décortiquer un lieu commun usuel chez les journalistes. L'intérêt des papiers tient d'ailleurs dans le traitement par la marge (le jazz en Afrique du Sud, le cas du Mexique, etc.) qui permet de sortir de l'habituel traitement du seul cas afro-américain (même si évidemment la « Great black music » est abordée). Parfois aride, mais toujours stimulant.
K. M.

EXPO Du nouveau sur les femmes de la préhistoire

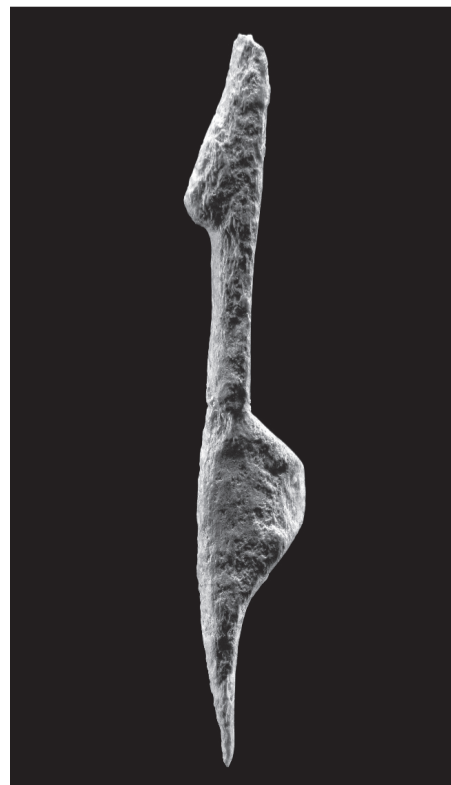
L'importance symbolique des figurations féminines à la fin du paléolithique, tel est le sujet neuf qu'aborde l'exposition « Mille et une femmes de la fin des temps glaciaires », visible jusqu'au 17 septembre au musée national de préhistoire des Eyzies (Dordogne).

« **L**a question de la place et du rôle de la femme est restée marginale dans les enquêtes sur la préhistoire. En France, c'est l'homme préhistorique qui alimente les débats scientifiques en paléo-anthropologie et en préhistoire depuis le début du XIX^e siècle... Longtemps la femme fut réputée archéologiquement invisible. » À ces remarques de Claudine Cohen (à qui l'on doit *La Femme des origines*, Belin, 2004) il faudrait ajouter tout ce qu'ont véhiculé de machisme les romans dérivés de *la Guerre du feu* ou les bandes dessinées à la *Rahan*, admettant à peine une « Naouana » pour assurer une descendance au « fils de Craô ». Reste qu'un chercheur américain, Dean Snow, étudiant les « mains en négatif » sur les parois de grottes ornées au cours du Paléolithique supérieur, a montré qu'elles appartenaient à des femmes, qui ont ainsi participé de façon certaine à ces peintures pariétales. Jusqu'où purent aller leurs expressions artistiques durant ces dizaines de millénaires, on ne le saura sans doute jamais. Prirent-elles part ou non à la création de toutes ces « Vénus » de Lespugue, de Laus-sel et d'ailleurs, sculptées voilà environ 25000 ans (Gravettien) et si généreusement pourvues de masses adipeuses qu'on y a vu le plus souvent des symboles de fertilité? Posant la question « *Quel régime pourriez-vous adopter cet été?* », *Elle* du 1^{er} juin 2011 n'avait pas tort de répondre: « *moins 3 kilos en mangeant sain: le régime paléolithique* », car « *nos ancêtres du Paléolithique ne connaissaient ni surpoids,*

ni obésité, ni diabète, ni maladies cardiovasculaires », mais plus vraisemblablement la sous-alimentation. On n'oserait assurer avec ce magazine que « *vivre au XXI^e siècle comme une chasseuse-cueilleuse, c'est facile* », mais, pour dater du Magdalénien supérieur et final (13 500-12 500 av. J.-C.) où un début de réchauffement climatique vit les glaciers céder la place à la toundra et au gibier qui s'en nourrissait, la plupart des « figurations féminines schématiques » au centre de cette exposition ont en effet, comme dans *Elle*, le ventre plat. Connues depuis longtemps (1864 pour la « Vénus impudique » découverte près des Eyzies), ces figurations n'avaient jamais été étudiées de si près. Gravées en nombre sur des pierres et des parois de grottes en association avec des symboles sexuels, ou sculptées séparément dans l'ivoire ou le silex, parfois pour servir de pendentifs, elles paraissent révéler une « culture européenne » étendue des Pyrénées à la Pologne, en passant par l'Allemagne, la Suisse et la République tchèque, d'où viennent maintes pièces présentées aux Eyzies. Il semble un peu tôt pour affirmer que cette culture a pris sa source en Dordogne, comme le veut J.-J. Cleyet-Merle, directeur du musée et commissaire de l'exposition, ou que ces « figurations féminines schématiques » évoqueraient des danses érotiques en rapport avec la « communauté sexuelle » égalitaire dont l'humanité primitive aurait tiré une part de sa « vitalité naturelle », selon Marx et Engels. Cette exposition montre en tout cas les beaux progrès des spécialistes actuels dans la connaissance

des conditions de vie des femmes et des hommes de la fin du Paléolithique.
Gilles Bounoure

Statuette du site de Nebra, Allemagne, Magdalénien supérieur, ivoire et bois fossilisé
Halle, Musée de Halle
© State Office for Heritage Management and Archaeology
Saxony-Anhalt / Photo Juraj Liptak

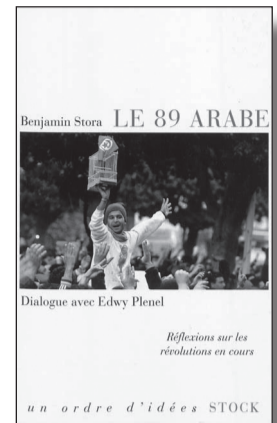


l'essai

LE 89 ARABE. RÉFLEXIONS SUR LES RÉVOLUTIONS EN COURS

Benjamin Stora,
dialogue avec Edwy Plenel

Stock
173 pages
16 euros



Ce dialogue vif et amical entre un journaliste (Edwy Plenel) et un historien (Benjamin Stora) est une belle contribution au débat sur les révolutions du monde arabe, cette formidable ouverture de l'horizon des possibles. Certes, les deux auteurs ne nous proposent pas des analyses concrètes des événements en Tunisie et en Égypte, des forces en présence, du rôle de différents courants politiques et religieux, etc. En prenant une certaine distance par rapport à l'actualité immédiate, ils tentent de situer ces révolutions dans un contexte historique et politique plus large. Il s'agit d'un vrai dialogue, avec des convergences et des dissonances, à partir d'un fonds commun, d'engagement antiraciste et anticolonialiste. L'expression « 89 arabe » proposée par Plenel renvoie à la fois au 1789 français et à la chute du Mur en 1989. En Tunisie et en Égypte, on observe un système qui s'effondre de l'intérieur, une sorte d'épuisement de la domination face à un immense mouvement populaire non violent, sans partis, leaders ou avant-gardes reconnues. Comme en 1789, il s'agit d'une révolution à la fois démocratique et sociale, qui ouvre une nouvelle période historique. La comparaison est intéressante; plus discutable me semble son affirmation qu'avec les révolutions arabes « nous renouons avec le XIX^e siècle » et assistons à la « fin définitive d'un cycle révolutionnaire daté, celui du XX^e siècle »... Plus prudent, Stora voit dans les événements en cours la reprise d'une histoire interrompue, celle des luttes anticoloniales de libération nationale, après plusieurs décennies d'« indépendances confisquées ».

Logiquement, le fondateur de *Mediapart* insiste sur la dimension profondément révolutionnaire, subversive, émancipatrice de la liberté d'information, et sur le rôle libérateur des réseaux sociaux du net. Sans nier cet aspect, Stora insiste sur le fait que « les révolutions n'ont pas été engendrées par Facebook, mais les réseaux ont facilité et accéléré le processus »; il a fallu sortir du virtuel pour aller... dans la rue. Tout en partageant l'enthousiasme de son ami, l'historien observe : nous ne savons pas encore si ce processus débouchera sur une vraie démocratie, ou sera récupéré par l'armée, les islamistes, les anciens régimes; le statut de l'armée reste encore inchangé... Le principal désaccord des deux interlocuteurs est probablement l'intervention occidentale en Libye. Pour Edwy Plenel, l'aventure libyenne de Sarkozy n'est qu'une manœuvre de diversion qui sert à occulter sa politique raciste et xénophobe contre les musulmans en France; il faut tirer la leçon des interventions militaires récentes – Afghanistan, Iraq et même Kosovo – qui n'ont servi, en dernière analyse, qu'aux logiques de domination. Pour Benjamin Stora – qui reconnaît la validité de ces critiques – il fallait tout de même soutenir les insurgés de Benghazi : « comment ne pas répondre à ceux qui disent "Aidez-nous?" » ? Ce que les deux amis partagent c'est, avant tout, la conviction que « le monde arabe, c'est aussi notre propre histoire ».

Michael Löwy

À COMMANDER À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE
27 rue Taine 75012 Paris / www.la-breche.com
Tél.: 01 49 28 52 44 / Fax: 01 49 28 52 43
Port offert avec cet article. Préciser nom et adresse, merci.

La réappropriation des services publics selon les élus PS

Par décision du 1^{er} juillet 2011, le conseil général du Tarn a décidé de créer sa propre société de transport de voyageurs, supprimant ainsi la délégation de service public dont bénéficiaient jusqu'à présent quatorze sociétés privées. On pourrait se féliciter de ce retour à un contrôle 100% public d'un service public aussi important dans un département rural. Mais il se fait via une société publique locale qui n'est rien d'autre qu'une société commerciale entièrement détenue par la collectivité locale. En d'autres termes il s'agit d'une société dont les titres sont librement négociables par leur propriétaire (le conseil général) et dont les personnels sont des salariés de droit privé et non des agents des collectivités territoriales. En cas de changement de majorité, l'entreprise sera librement cessible à des intérêts privés. Encore une fois, les investissements auront été réalisés par la collectivité publique et les profits tomberont dans l'escarcelle des intérêts privés.

Antoine Dequidt, NPA Vaurais (81)

Camarades emprisonnés par Israël

Le 8 juillet, Odile Duclaux et Jacky Mas, militants NPA de Gaillac et membres du comité Palestine 81, accompagnés de leur fille Julie, ont embarqué à Orly avec onze autres invitéEs, sur un vol Alitalia à destination de Rome puis Tel-Aviv. La veille, une autre militante du comité Palestine 81, Odile Chatelier, s'était envolée vers la même destination à bord d'un vol Lufthansa et s'était vue refuser par le commandant de bord l'accès à l'avion qui devait décoller de Francfort pour Tel-Aviv.

Tous faisaient partie d'un groupe international de 600 personnes invitées par le centre culturel Al Rawad de Bethléem et une quinzaine d'autres associations dans le cadre d'un séjour à but culturel, humanitaire, journalistique et touristique intitulé « Bienvenue en Palestine ».

Dès leur débarquement à l'aéroport Ben-Gourion, nos camarades ont été arrêtéEs sur la simple déclaration de leur intention de se rendre à Bethléem à l'invitation de leurs amis. Les interrogatoires et les fouilles ont été ponctués de provocations et de brutalités policières, jusqu'à l'embarquement un à un dans un fourgon cellulaire pour un départ vers les prisons de Jénine et de Beer-Sheeva.

Tous les effets et papiers personnels ainsi que les téléphones portables ont été confisqués. Les hommes et les femmes ont été séparéEs. Odile a pu retrouver sa fille à la prison de Jénine mais il a fallu attendre deux jours pour que les trois membres de la famille puissent se retrouver brièvement avec interdiction de parler de leur situation.

À Jénine, dans des conditions d'incarcération précaires, les prisonniers étaient coupés du monde. Le seul lien avec l'extérieur était la consule de France qui a annoncé aux prisonniers qu'ils étaient accusés d'immigration illégale, tout en trouvant de bonnes raisons à leur situation.

Les expulsions se sont échelonnées, officiellement au gré des places disponibles dans les avions et en avertissant les intéresséEs quelques minutes avant leur départ. L'embarquement s'est passé sans encombre après une nouvelle fouille.

EngagéEs de longue date dans la solidarité pacifique avec le peuple palestinien Jacky et Odile n'en sont pas à leur premier voyage. Ils ont, entre autres, participé en 2009 à la tentative d'entrée dans la bande de Gaza depuis l'Égypte, et Jacky s'est déjà rendu en Palestine en 2003 et 2007.

Nous leur laissons le mot de la fin : « Je pense maintenant que nous ne reverrons pas la Palestine. Nous ne sommes pas officiellement interdits de séjour mais notre passeport porte le tampon "Access denied". Mais ils ne sont pas prêts de nous empêcher de militer pour une cause juste.

Soit ils acceptent un jour de n'être que les voisins et pas les colons, soit ils seront perdants. Les États-Unis ne pourront pas les soutenir éternellement. Cela peut durer encore des dizaines d'années mais à long terme une politique colonialiste comme la leur ne peut pas tenir. »

Correspondant NPA 81

Grève victorieuse des Samada !

Après 43 jours de grève, les salariéEs de Samada (Neuville-sur-Saône) sortent victorieux d'un conflit entamé le 31 mai. Les salariéEs de cette filiale de Monoprix en charge de la logistique exigeaient une prime mensuelle et une augmentation de 50 euros chacune (voir *Tout est à nous!* n° 107). Il a fallu plus de six semaines pour faire céder une direction acharnée dans son refus de négocier et prête à tout pour casser la grève par des menaces de sanctions, licenciements ou autre restructuration. Finalement, le protocole signé le 12 juillet prévoit l'intégration de la prime demandée au salaire, une « prime exceptionnelle de redémarrage » de 800 euros, ainsi qu'une reprise effective du travail le 18 juillet. La deuxième revendication, en revanche, est repoussée aux prochaines négociations annuelles obligatoires (NAO).

L'enjeu est maintenant de réussir à préparer les NAO à venir dans tous les sites de la Samada, pour contrer la logique de division, maintenir le rapport de forces et reprendre l'offensive. En tout cas, les grévistes sortent évidemment renforcéEs de cette expérience de lutte collective, solidaires et prêts à réagir à toute prochaine attaque.

Petit guide du boycott pour un été réussi !

En 2005, la société civile palestinienne lance un appel au boycott, au désinvestissement et aux sanctions contre Israël jusqu'à, conformément au droit international, la fin de l'occupation et de la colonisation de la Palestine, le démantèlement du mur, la levée du blocus de Gaza, l'égalité absolue des droits des Palestiniens d'Israël, le respect et la mise en œuvre du droit au retour des réfugiés palestiniens.

Cette campagne est à l'image de celle du boycott de l'Afrique du Sud dans les années 1980, une action citoyenne, pacifiste, non violente, initiée par les Palestiniens eux-mêmes, pour lancer un courant d'opinion internationale en faveur du respect de leurs droits.

Parce que nous sommes avant tout des militants de la solidarité internationale, même pendant les vacances, voici un petit guide BDS pour un été réussi :

L'été, on va à des concerts, au cinéma ou à des expos

Le boycott culturel est le plus difficile à mettre en place car beaucoup ne connaissent pas les critères et le cadre de ce mode d'action définis par l'appel palestinien. Ce boycott s'attaque à la stratégie israélienne de tentative d'amélioration de son image de marque internationale.

Le boycott culturel ne s'adresse jamais à des individus, on ne boycotte pas des artistes israéliens. Il ne s'applique aux événements culturels en dehors d'Israël que s'ils sont financés ou soutenus par une agence gouvernementale israélienne (ministère, ambassade, consulat), ou explicitement sioniste (KKL, etc.).

Le boycott culturel ne risque-t-il pas de nous couper des artistes israéliens, souvent les plus progressistes ? La campagne BDS n'empêche pas les rencontres avec des artistes israéliens, en particulier s'ils sont progressistes, pour faire avancer nos causes communes.

L'été dernier, une coalition de 150 personnalités israéliennes (universitaires,



écrivains, artistes et acteurs) a signé une pétition appelant à boycotter les manifestations culturelles et universitaires dans les colonies des territoires occupés depuis 1967. Aux côtés d'intellectuels connus pour leur engagement contre l'occupation, comme Niv Gordon, Gideon Levy ou Shlomo Sand, on trouve des personnalités généralement plus discrètes comme l'historien Zeev Sternhell ou les célèbres écrivains David Grossman, A.B. Yehoshua et Amos Oz.

Faut-il vraiment mélanger l'art et la politique ? Les artistes israéliens ne sont-ils pas également des citoyens israéliens ? Leur art n'est-il pas influencé par la situation géopolitique et humaine dans laquelle ils se trouvent ? Et si ce n'est pas le cas, n'est-ce pas un luxe que la colonisation leur procure, mais qui est interdit aux artistes palestiniens ?

L'été, on essaie de manger plus de fruits et légumes

Parce que les fruits et légumes « made in Israël » poussent sur une terre volée, avec de l'eau confisquée aux Palestiniens, que la main-d'œuvre qui les cultive est le plus souvent une main-d'œuvre palestinienne surexploitée, qui travaille et vit dans des conditions effroyables, et parce que ce ne sont pas seulement les colonies qui en produisent qu'il faut boycotter mais l'État d'Israël lui-même, responsable de ce système officiel d'oppression, boycottons tous les fruits et légumes en provenance d'Israël. Des marques telles qu'Agrexco-Carmel, Jaffa, les jus de fruits Carrefour etc., sont des produits qui viennent d'Israël. Soyons vigilants quand nous faisons nos courses.

Il faut donc vérifier les étiquettes. On

peut s'aider pour cela du code-barre, le 729 étant en général celui d'Israël.

L'été, on utilise plus de cosmétiques

Une entreprise de cosmétiques israélienne comme Ahava fabrique ses produits en Cisjordanie occupée, en utilisant les minéraux de la mer Morte. Les produits de beauté de l'entreprise sont importés dans l'Union européenne (UE) et présentés comme provenant de « La mer Morte, en Israël ». Ahava est basée dans les colonies de Mitzpe Shalem et de Kaliya en Cisjordanie occupée. Ahava est propriétaire de 34% du kibbutz de Mitzpe Shalem et de 6% de celui de Kaliya. Les colonies Mitzpe Shalem et Kaliya sont proches des rives de la mer Morte et elles l'exploitent pour le tourisme. Même si un tiers de la rive ouest de la mer Morte se trouve en Cisjordanie occupée, Israël a interdit l'accès à l'ensemble du littoral de la mer et à ses ressources aux Palestiniens de Cisjordanie. Kaliya a été créé en tant qu'avant-poste de l'armée peu après la guerre de 1967 au cours de laquelle les forces israéliennes ont occupé la Cisjordanie (y compris Jérusalem-Est) et la bande de Gaza, la péninsule du Sinaï de l'Égypte et le plateau du Golan de la Syrie. Selon la Coalition israélienne des femmes pour la paix, Ahava fabrique ses produits dans l'usine de cosmétiques de la mer Morte installée dans la colonie de Mitzpe Shalem. La société gère également un centre pour touristes dans la même colonie.

Si l'été on utilise souvent plus de produits cosmétiques, à cause du soleil et parce que l'on a parfois un peu plus de temps pour s'occuper de soi, on doit rester vigilant sur l'origine des produits, comme Ahava, ou par exemple les lingettes Carrefour (rappelons par ailleurs que l'utilisation de lingettes est très polluante !).

Linda et Héléne

Pour en savoir plus : www.bdsfrance.org

UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DU NPA

Terminer son été, préparer la rentrée

Se déroulant durant quatre jours du 28 au 31 août à Port-Leucate (Aude), la troisième université d'été de notre parti fera la part belle aux enjeux actuels de la période. Construction des mobilisations, orientation et stratégie, présence aux échéances électorales seront en particulier au menu. Alors que le gouvernement et le patronat cognent toujours de plus en plus fort, celles et ceux qui osent leur résister prennent le risque d'être directement et personnellement menacéEs, de plus en plus souvent devant les tribunaux. Lors d'un atelier auquel participera Gérard Filoche, inspecteur du travail en procès il y a quelques semaines, la question de la criminalisation du mouvement social sera abordée, en présence notamment de postiers des Hauts-de-Seine eux aussi menacés par la justice.

Presqu'un an après la grande mobilisation de l'automne sur les retraites, l'université d'été reviendra aussi sur le bilan de cette lutte afin notamment de discuter de la place et du rôle des syndicats. Comment s'est posée il y a quelques mois la question d'une généralisation de la grève ? Comment construire aujourd'hui un vaste mouvement d'ensemble ?

Si le NPA a beaucoup discuté depuis sa fondation des différentes échéances électorales, le retour de la question stratégique se pose avec d'autant plus d'actualité, notamment à quelques mois d'un possible retour d'une certaine gauche

au pouvoir. Sur plusieurs séances, dans le cadre du programme du NPA ou de celui proposé par la Société Louise-Michel, membres de la direction du NPA et invitéEs (dont la figure altermondialiste Gus Massiah) débattront de l'analyse de la période historique, de ce que peut dire aujourd'hui la transformation révolutionnaire de la société, de comment changer ce monde.

Enfin, les échéances électorales de 2012 ne seront évidemment pas absentes de la rentrée du NPA à son université d'été. Pas seulement parce que depuis plusieurs jours, les militantEs sillonnent les routes de France à la recherche des fameuses 500 signatures, mais aussi et surtout parce que dans cette campagne, les anticapitalistes ont bien des choses à faire entendre sur le terrain social, démocratique, écologique et internationaliste. C'est pourquoi deux mois après la conférence nationale qui a lancé le processus d'élaboration de notre programme pour cette élection, une nouvelle séance sera consacrée à la présentation et à la discussion de nos thèmes de campagne.

C'est aussi la raison pour laquelle le lundi 29 août au soir, le meeting de l'université d'été présidé par Olivier Besancenot se conclura évidemment par une intervention de notre candidat Philippe Poutou.



Et, bien entendu, pour finir de vous convaincre, nous ne répéterons pas ici tout ce qui a déjà été écrit lors des articles précédents. Ni la longue liste des invitéEs français et internationaux ni la richesse et la variété des thèmes abordés : de la dynamique des révolutions du monde arabe au journalisme militant de Daniel Mermet, de la question énergétique aux séries télévisées américaines, de l'évolution des extrêmes droites françaises aux sex toys...

Bref, on vous l'a dit et répété, peut-être l'avez vous vous-mêmes déjà vérifié les années précédentes, rien ne peut remplacer l'université d'été !

La commission Université d'été

Plus d'informations sur le site national du NPA : www.npa2009.org/universite-d-ete



Grève victorieuse des agents de nettoyage à Londres.

Les salariés d'Ocean, une entreprise externe sous-traitant le nettoyage pour la ville de Londres, à Guildhall, ne percevaient depuis trois mois qu'une partie de leur salaire, bien que leur direction leur demande dans le même temps de faire des heures supplémentaires.

Les 14 et 15 juin dernier, 34 d'entre eux ont déclaré une grève sauvage afin d'obtenir l'assurance d'être payés. Leurs collègues solidaires occupaient l'entrée du site en se relayant toutes les deux heures. Le conflit a vite été suspendu, la compagnie s'engageant à verser les arriérés de salaire le 20 juin. Mais les agents se rendent compte en recevant leur nouvelle fiche de paie que la situation n'a pas évolué. Les travailleurs déposent alors une plainte collective.

Une nouvelle journée de grève est fixée au 15 juillet, le rassemblement de solidarité réunit des nettoyeurs venus d'autres sites, des étudiants, des représentants syndicaux et même le prêtre de l'église de Guildhall venu apporter son soutien et offrir le café aux grévistes.

Après cinq longues heures de négociation, l'entreprise Ocean s'engage à verser rapidement les arriérés de salaire, ce qui représente une petite victoire. Les travailleurs sont restés unis et déterminés malgré les pressions patronales, et souhaitent à l'avenir poursuivre leur lutte afin d'être payés à un salaire supérieur au seuil de pauvreté fixé à 8,30 £/heure à Londres (9,5 euros), au lieu du salaire minimum actuel de 5,95 £/heure (6,81 euros).

Le Parquet s'acharne contre Xavier Mathieu.

Le 1^{er} juillet dernier, le Parquet a fait appel de la décision du tribunal correctionnel de Compiègne qui avait relaxé Xavier Mathieu, le 28 juin. Le leader des Conti était en effet poursuivi pour avoir refusé de se prêter à un prélèvement d'ADN à la suite de l'action à la sous-préfecture de l'Oise. Le tribunal avait prononcé la relaxe au motif qu'il s'agissait d'une action syndicale. Cette victoire pour l'ensemble du mouvement social était bien scandaleuse pour la procureure. En effet, ne pas réagir aurait ouvert la voie au refus de prélèvement d'ADN par tous les militants mis en cause dans le cadre d'une action. Ce qui est par ailleurs tout à fait normal, puisque le fichier des empreintes génétiques était à l'origine destiné aux délinquants sexuels. Mais dans un État qui veut criminaliser toutes velléités de résistance, c'est absolument insupportable. Une nouvelle pétition est en ligne sur mesopinions.com pour continuer de soutenir Xavier Mathieu, et par là même, celles et ceux qui n'acceptent pas la politique de ce gouvernement.

Pôle emploi en sous-effectif fait mieux que le privé.

Une évaluation du ministère du Travail indique que le taux de retour à l'emploi pour les chômeurs confiés aux « opérateurs privés de placement » (OPP) est inférieur à celui des chômeurs traités par Pôle emploi. Il y a deux ans, Laurent Wauquiez – celui qui dénonce l'assistanat et le RSA –, alors secrétaire d'État à l'Emploi, décidait de confier 160 000 chômeurs par an à des OPP

pour soi-disant « soulager » Pôle emploi. Pôle emploi dépense chaque année 1 100 euros pour le reclassement d'un chômeur contre le double (2 200 euros) donné aux OPP. Le gouvernement préfère privatiser un service public en dépensant deux fois plus pour des résultats moindres plutôt que de créer des postes supplémentaires à Pôle emploi. Alors que le chômage monte toujours, Xavier Bertrand, ministre du Travail, a annoncé le 12 juillet que les effectifs de Pôle emploi ne seraient pas augmentés bien que ceux-ci soient totalement insuffisants et que 1 800 emplois aient été supprimés cette année.

Taser-Besancenot, un nouveau procès.

La juge d'instruction Jeanne Duyé vient de décider le renvoi devant le tribunal correctionnel de Paris du patron de Taser-France : Antoine Di Zazzo et de neuf autres personnes. On se souvient que notre camarade Olivier Besancenot avait accusé cette arme, utilisée par la police française, d'avoir fait des morts aux USA. Assigné en diffamation par le patron de Taser-France en octobre 2008, Olivier avait gagné ce procès mais l'enquête de police avait montré aussi que M. Di Zazzo avait fait organiser par une agence privée, le cabinet Dussaucy-Batana, des filatures parfaitement illégales de notre camarade, de sa compagne et de leur fils, entre octobre 2007 et janvier 2008, sans oublier la demande d'examen des comptes bancaires, l'enquête sur le véhicule et la vie privée d'Olivier. C'est pour avoir

LE DIGNITÉ-AL KARAMA DOIT POUVOIR SE RENDRE À GAZA !

4 heures du matin en France, le 19 juillet, le Dignité – Al Karama, le « petit poucet » de la flottille de la liberté II remet les moteurs, cap sur Gaza depuis le large de Port Saïd en Égypte. Parti de Corse le 25 juin, il navigue depuis plus de trois semaines avec à son bord différentes délégations se relayant afin de surmonter les divers obstacles que la flottille rencontre en Grèce. Cette course de relais a porté ses fruits, permettant à ce petit bateau de quitter la Grèce avec à son bord une délégation représentative des différentes campagnes nationales de la flottille.

Alors que le Dignité-Al Karama se trouvait à 40 miles de Gaza, dans les eaux internationales, quatre navires militaires l'ont encerclé puis ont brouillé toute communication. La délégation est emmenée de force en Israël pour interrogatoire. Cet acte de piraterie en haute mer, cette machine de guerre contre un bateau de 16 mètres est à l'image de la politique israélienne à l'encontre des Palestiniens et de l'ensemble de leurs soutiens. En Cisjordanie contre les manifestantEs contre le mur, aux aéroports européens, en Grèce contre les dix bateaux de la flottille ou dans les eaux internationales contre le Dignité la logique est la même : réprimer la solidarité afin d'isoler les Palestiniens et poursuivre une politique de conquête de territoire et d'apartheid.

Le NPA poursuivra son investissement dans le mouvement de solidarité avec le peuple palestinien, afin de contester l'impunité dont bénéficie Israël et d'isoler cet État voyou. Les campagnes populaires et offensives comme la flottille, Bienvenue la Palestine ou BDS sont l'arme des populations pour la justice et la liberté pour le peuple palestinien.

accompli toutes ces recherches très particulières qui représentent une véritable agression contre la vie privée de notre camarade que neuf personnes se trouvent aujourd'hui inculpées et, parmi elles, un agent des douanes, un agent des impôts, deux ex-policiers et un responsable bancaire. Aucune date de procès n'est encore fixée. Le directeur de Taser reconnaît avoir commandité une enquête sur Olivier Besancenot mais il ajoute que les détectives et anciens policiers qui l'ont menée ont été « au-delà de ses demandes ». En gros, ils auraient fait du zèle.

l'instant ne peut porter les mêmes droits que l'institution du mariage qui s'inscrit dans l'avenir. Maintenir le mariage comme lien de deux personnes de sexe différent. « Avoir deux parents de sexe différent étant un bien élémentaire de l'enfant, prioriser l'adoption par les couples ou par les célibataires du cercle familial. La monoparentalité peut être une circonstance de la vie, elle ne doit pas fonder le projet. »

Incapables de se projeter dans l'avenir et d'élever des enfants, d'après l'UMP, les LGBTI méritent d'être exclus des projets de famille et de parentalité, au point de l'inscrire dans la loi. Cela illustre l'aspect politique de l'exclusion des personnes lesbiennes, gays, bi, trans ou intersexes basée sur l'hétérosexualité comme norme intangible, la domination des femmes et la réduction de la sexualité à la reproduction.

L'hétérosexualité comme système politique.

Les députés UMP ont présenté la semaine dernière leurs 30 propositions pour promouvoir « la famille durable ». Elles confirment la famille hétérosexuelle comme la référence exclusive, mais deux concernent particulièrement les LGBTI : « Maintenir une différence subjective et créancière de droits entre le Pacs ou le concubinage et le mariage. Un contrat civil comme le Pacs qui s'inscrit dans

NO JUSTICE NO PEACE



Rassemblés près de la Cour de justice de New York, jeudi 14 juillet, des représentants de la diaspora africaine, d'organisations féministes et afro-américaines, ont manifesté leur solidarité avec la victime présumée de Dominique Strauss-Kahn, en réclamant la poursuite de l'instruction et le maintien d'un procès équitable. (Agnès Bousuge-Kerr)

NO COMMENT
Je défends que la part du nucléaire dans la production d'électricité doit passer de 75 % à 50 % en 2025. [...] Qui pourra prétendre que nous pourrions en faire davantage en 15 ans ?
FRANÇOIS HOLLANDE
LE MONDE, LE 16 JUILLET.

TOUT est à nous !
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste
Rédaction : 01 48 70 42 27
Diffusion : 01 48 70 42 31
Administration : 01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex
Mail : redaction@npa2009.org
Numéro ISSN : 1969-8178
Commission paritaire : 0414 P 11508
Tirage : 6 500 exemplaires
Société éditrice : Nouvelle Société de presse,

d'audiovisuel et de communication (NSPAC)
SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)
Gérant et directeur de publication :
François Coustal
Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®